Faut-il absolument attirer les investisseurs étrangers ?

alternatives-economiques.fr//faut-absolument-attirer-investisseurs-etrangers/00082912

« Choose France ! » lançait le président Macron à ses hôtes réunis à Versailles le 22 janvier dernier, avant de s'autocongratuler à coups de « *France is back ! »,* quelques jours plus tard à Davos. Face à l'internationalisation des activités des groupes, les pouvoirs publics – Etats, régions… – s'engagent dans une course à l'attractivité. Tout doit être fait pour attirer les entreprises sur leur territoire. Pourtant, il ne faut pas oublier que, si l'ouverture aux investisseurs étrangers apporte de nombreux avantages, elle fait également supporter des coûts aux économies qui les accueillent.

France : l'état des lieux

La Cnuced a récemment fourni les premières estimations 2017 de l'attractivité des pays. Avec 50 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) reçus, la France était l'an dernier le 9e pays d'accueil des multinationales mondiales, le 5e parmi les pays industrialisés. Et même le 3e si l'on tient compte des transactions fictives qui gonflent, pour des raisons fiscales, les montants attribués aux Pays-Bas et à l'Irlande.

> Les flux d'investissements étrangers représentent 5 % de l'investissement annuel des entreprises en France

Les données d'IDE peuvent fluctuer fortement. A observer la moyenne 2014-2016, les flux d'investissements étrangers représentent 5 % de l'investissement annuel des entreprises en France. C'est 2,3 % en Allemagne – on peut être un grand pays exportateur sans être le champion de l'attractivité des multinationales – et 9,5 % pour l'ensemble des pays développés.

Si l'on regarde maintenant le stock des IDE, l'ensemble des investissements accumulés dans le temps, cela représente en France l'équivalent de 28,3 % du PIB selon la Cnuced, contre 22,2 % en Allemagne mais 37,9 % pour l'ensemble des pays développés. Comment s'explique un tel écart avec la France ? La moyenne est gonflée par des cas anormaux : les IDE atteignent 410 % du PIB au Luxembourg, 290 % en Irlande, 120 % en Suisse, etc. A cause des paradis fiscaux, les statistiques officielles nous offrent une image fausse de la géographie des investissements mondiaux. Et ils contribuent à la surestimer : la Banque de France calcule des statistiques qui permettent d'éliminer en partie l'effet paradis fiscaux. Résultat : le stock des investissements à l'étranger de nos entreprises est surestimé d'un tiers, le stock des investissements étrangers en France est surévalué d'un quart.

> On surestime le poids de la mondialisation des firmes sur nos économies

Premières conclusions : on surestime le poids de la mondialisation des firmes sur nos économies ; hors effet paradis fiscaux, la France reste parmi les premiers pays à recevoir des investissements étrangers.

Un bilan

Les partisans de la course à l'attractivité mettent en avant les bienfaits de ces investissements. Ainsi, selon les données de Business France, la France accueille près de 23 000 filiales d'entreprises étrangères employant 1,8 million de personnes soit 12 % des effectifs salariés du pays. Et elles assurent 30 % de nos exportations et même 34 % si l'on s'en tient à l'industrie manufacturière.

Ceux qui vantent ainsi les vertus de la présence de groupes étrangers dans l'Hexagone oublient généralement de comparer ces données avec la capacité des autres pays à attirer nos propres entreprises. On s'aperçoit alors que nos multinationales disposent de 37 000 filiales à l'étranger où elles emploient 5,5 millions de personnes, ce qui correspond à 56 % de leur effectif salarié.

> Les entreprises françaises apportent plus d'activité et d'emplois à l'étranger que nous n'en recevons

Un simple bilan comptable montre donc que les entreprises françaises apportent plus d'activité et d'emplois à l'étranger que nous n'en recevons. La conclusion n'est bien sûr pas qu'il faut interdire à nos firmes d'aller gagner des marchés étrangers. Il est naturellement souhaitable de recevoir plus de capitaux et d'emplois de l'étranger. Mais, comme disent les économistes, il n'y a pas de repas gratuit. Attirer les investisseurs étrangers a des avantages mais aussi des coûts.

Les 5 coûts des IDE

Aujourd'hui, 45 % du capital des entreprises du CAC 40 est détenu par des étrangers - 39 % du total des actions y compris le non coté. C'est moins que dans les autres pays développés (45 %). L'éloignement des centres de décision résultant d'un contrôle de la propriété de l'entreprise par l'étranger peut avoir des effets négatifs. Lorsque General Electic promet des créations d'emplois puis en supprime pour faire face à ses difficultés, annonçant ainsi un grand plan de licenciement mondial, les filiales de pays étrangers sont plus touchées. Lorsque les banques traversent des mauvaises passes, elles réduisent plus fortement les prêts de leurs filiales internationales que les crédits dans leur pays.

Les investisseurs étrangers renforcent les inégalités territoriales : les emplois créés en France se concentrent prioritairement en Île-de-France, la région déjà la plus riche du pays.

> Dimension peu évoquée, les investissements directs étrangers contribuent également à renforcer les inégalités

Dimension peu évoquée, les IDE contribuent également à creuser les inégalités. Prenons le total des revenus issus des investissements réalisés avec l'étranger : la France bénéficie d'un solde positif de 28 milliards d'euros. Or, à bien y regarder, ce solde positif tient essentiellement aux 58 milliards de dividendes reçus grâce aux investissements étrangers de nos entreprises contre 16 milliards versés. L'effet est positif mais surtout pour les gros actionnaires, qui se classent dans la partie la plus riche de la population.

Il ne faut oublier non plus que la France, comme les autres pays, attire les investisseurs étrangers grâce à des niches et subventions fiscales coûteuses pour son budget. Par exemple, le crédit impôt recherche (CIR) exerce un attrait certain sur les activités de recherche et développement étrangères. A Versailles SAP, Novartis et Google ont fait des annonces en ces sens. Au total, le CIR aurait permis de créer 2 600 emplois. Mais à quel coût ? Et n'oublions pas l'optimisation fiscale agressive des grands groupes étrangers installés en France.

> Quel est le bilan final pour la France ? La réponse honnête est on ne sait pas

Enfin, face au risque de prise de contrôle d'actifs stratégiques, tous les pays définissent des limites aux rachats possibles des entreprises nationales par leurs concurrentes étrangères. Mais ce « patriotisme économique » est fluctuant et difficile à définir : le nucléaire d'Alstom a été vendu à General Electric, le ferroviaire à Siemens. N'était-ce pas deux enjeux stratégiques ? Parmi les start-up françaises rachetées par des capitaux étrangers, n'a-t-on pas déjà vendu le prochain Google ?

Les investisseurs étrangers nous apportent des capitaux et des emplois, renforcent nos exportations. Plus ils sont nombreux, plus les effets d'agglomération renforcent la volonté de nouveaux investisseurs de venir. Mais les entreprises françaises donnent aujourd'hui plus à l'étranger que nous ne recevons. Et le poids croissant des entreprises étrangères a un coût sur lequel on fait trop souvent l'impasse.

Quel est le bilan final pour la France ? La réponse honnête est : on ne sait pas. Les études universitaires ne parviennent pas à mettre en évidence un impact net positif sur la croissance des pays d'accueil. Avant d'aller plus loin, il serait temps de disposer d'un bilan équilibré de ces investissements.